Séance publique du 13 novembre 2006

Délibération n° 2006-3754

commission principale : finances et institutions

objet : **Révision de divers tarifs de prix ou de redevances**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service réalisation comptable

Le Conseil,

Vu le rapport du 24 octobre 2006, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Chaque année, une révision des divers tarifs, prix et redevances est soumise au Conseil pour l'année à venir. Pour les tarifs fixés annuellement, le taux retenu pour leur évolution est le taux prévisionnel de l'inflation pour 2006 : 1,9 %.

Les interventions pour le sablage et le déneigement des voies privées

Le principe d'un tarif d'intervention pour sablage et déneigement des voies privées a été institué par une délibération en date du 16 septembre 1985. Il est proposé de réviser ce tarif avec une progression de 1,9 %.

Le tarif proposé pour 100 mètres carrés est de 1,99 € à partir du 1er janvier 2007, correspondant au prix de revient de l'intervention pour 100 mètres carrés (fourniture de sel, épandage, amortissement de la saleuse, coût horaire du déneigement). Il était de 1,95 € en 2006.

Les redevances d'occupation du domaine public fluvial concédé par l'Etat

Par un arrêté en date du 8 juillet 1987, monsieur le préfet du Rhône a accordé à la Communauté urbaine une concession d'aménagement, de mise en valeur et d'utilisation des berges du Rhône et de la Saône et, par un arrêté en date du 10 décembre 1993, l'extension de cette concession.

Ce traité de concession autorise la Communauté urbaine à délivrer des autorisations d'occupation du domaine fluvial assimilables à des permissions d'occupation privative du domaine public.

Ces occupations privatives sont soumises au paiement de redevances nettes de taxes et amènent globalement une recette annuelle de l'ordre de 54 000 €. Leurs modalités sont définies comme suit :

- une redevance R 1, calculée d'après la surface d'eau occupée privativement,
- une redevance R 2, en contrepartie de l'utilisation des équipements réalisés par la collectivité publique et apportant un service aux occupants de l'eau,
- une redevance R 3, appliquée uniquement aux bateaux exerçant une activité lucrative sur les berges.

Par ailleurs, le présent tarif fixe un taux de base de la redevance annuelle pour les occupations des terre-pleins de la concession.

En outre, par délibération du 28 octobre 1991, le conseil de Communauté avait autorisé la rénovation des terrasses existantes au bord de la Saône sur le quai Raoul Carrié pour maintenir l'animation dans ce site ; les terrasses sont des installations permises aux restaurateurs, glaciers, exploitants de salon de thé et débitant de boissons, pour disposer des tables et des chaises sur ces terrasses hautes et basses au droit de leur établissement.

Le redevable est le bénéficiaire de la permission privative de la concession. Les redevances sont exigibles dès la délivrance de la permission et payables à la caisse de la trésorerie principale de la Communauté urbaine ; en cas d'occupation sans titre, les redevances sont mises d'office en recouvrement après constatation de l'occupation par les autorités investies du pouvoir de police.

En 2006, une augmentation différenciée avait été appliquée à ces redevances, selon le type d'occupation pour prendre en compte la diminution de jouissance privative subie par les occupants des bateaux en stationnement permanent en raison des travaux d'aménagement réalisés sur les quais et berges. Cette distinction n'a plus lieu d'être en 2007 et la pleine tarification est rétablie.

Les tarifs applicables aux occupations privatives de la concession communautaire, pour l'année 2007 seraient donc les suivants (en €) :

a) - occupation de l'eau :

Type de redevance	Par jour	Par an
R1	1,71 € pour 100 mètres carrés	618 € pour 100 mètres carrés
R2	30 % de R1	30 % de R1
R3	0,50 % du chiffre d'affaires annuel	

b) - occupation des terre-pleins :

- taux de base par jour pour 100 mètres carrés : 5,23 €,
- redevance annuelle par mètre carré : 18,14 €,

c) - droit fixe lié à la délivrance de toute permission d'occupation dans la concession : 25,42 € (pour l'ouverture d'un dossier),

d) - redevance minimum pour notifier les droits de la Communauté urbaine : 62,77 €,

e) - les redevances annuelles des terrasses du bord de Saône :

- terrasses hautes :

- . jusqu'à 40 mètres carrés : 76,93 € le mètre carré,
- . au-delà de 40 mètres carrés : 110,56 € le mètre carré ;

- terrasses basses :

- . jusqu'à 40 mètres carrés : 46,87 € le mètre carré,
- . au-delà de 40 mètres carrés : 65,73 € le mètre carré.

Les conventions Proxi-cité :

Dans le cadre de l'ouverture du système d'information aux Communes, un dispositif conventionnel a été établi entre la Communauté urbaine et les Communes désireuses d'accéder au guichet unique de service Proxi-cités. L'offre Proxi-cités permet aux Communes membres de partager les applications suivantes :

- DDC : (Droits de Cité) qui rend accessibles les informations liées au processus d'instruction des permis de construire et des différentes autorisations liées à l'application du droit des sols,
- Chorus : qui gère la coordination des travaux de voirie sur l'ensemble du territoire communautaire,
- Geonet qui permet la consultation du patrimoine de données du système urbain de référence.

La délibération du 1er mars 1999 instituant ce dispositif conventionnel a prévu en contre-partie du service rendu une participation financière des Communes adhérentes, proportionnelle aux droits d'accès demandés par ces dernières.

Cette contribution financière correspond à la moitié des coûts engagés par la Communauté urbaine pour mettre à disposition et entretenir le bon fonctionnement de ces applications dans le cadre du maintien d'un niveau de service de qualité ; ce coût a été calculé sur la base des montants de l'investissement, de la maintenance, des évolutions et de l'exploitation des logiciels et intègre notamment le montant de l'amortissement lié à l'acquisition des logiciels.

Cet amortissement d'une durée de six ans étant arrivé à échéance, il semble donc opportun de reconsidérer la base de calcul de cette participation en tenant compte de cette nouvelle situation.

Il ressort des nouveaux calculs effectués, hors amortissement, sur la base des critères de coûts retenus dans la délibération du 1er mars 1999 et définis ci-dessus, que les nouveaux tarifs applicables pourraient être les suivants :

- accès à Droit de Cité seul : 1 219,59 €,
- accès à Droit de Cité + Chorus : 1 829,39 €.

L'amortissement n'étant plus à valoriser à compter de 2006, il est impératif de prendre en compte cette nouvelle tarification pour l'année 2006 et les suivantes.

Il est rappelé, pour mémoire, que l'accès Géonet est gratuit pour les communes depuis la délibération du 7 juillet 2003.

La tarification pour l'installation de bornes de délimitation du stationnement - Les modalités de révision

La mise en place de bornes de délimitation du stationnement et de protection des entrées charretières est réalisée à la demande des riverains sur les voiries existantes.

La borne est fixée dans le revêtement de chaussée et doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par le propriétaire de la voirie. La Communauté urbaine ne la délivre qu'après avis favorable du maire de la Commune concernée. Cette autorisation, qui n'est pas soumise à un droit de voirie, a un caractère précaire et révocable.

Le coût d'installation, à la charge des pétitionnaires, est à payer à la Communauté urbaine qui en assure l'installation et en devient propriétaire. Il comprend le coût de la borne ainsi que les frais de pose.

Le prix appliqué est celui résultant des marchés passés par la Communauté urbaine. Le coût supporté par les demandeurs correspond à la valeur hors taxes de l'installation, la dépense afférente à la Communauté urbaine étant éligible au fonds de compensation de la TVA.

Dans le cas où une décision de retrait de ces équipements interviendrait sur l'initiative de la Communauté urbaine, celle-ci rembourserait le pétitionnaire.

Considérant que ces équipements peuvent s'amortir sur cinq ans, la somme à rembourser correspondrait aux années restant à courir, toute année commencée restant à la charge du bénéficiaire.

Ces dispositions ont été approuvées par délibération en date du 31 octobre 1996 et sont intégrées au règlement de voirie-fascicule 4.

La dernière tarification a été fixée par décision en date du 30 janvier 2006.

Il convient aujourd'hui de fixer ces tarifs pour l'année 2007 et d'en prévoir les modalités d'évolution :

Les tarifs seraient les suivants :

- fourniture et pose d'une borne : 1 030 €,
- fourniture et pose de deux bornes : 2 060 €.

La révision de la tarification interviendrait chaque année au 1er janvier par application des index de révision des marchés de fourniture de bordures, de bordurettes et de pavés en granit de la communauté urbaine de Lyon - direction de la voirie.

La tarification des travaux de construction des entrées charretières - Les modalités de révision

La création d'entrées charretières, à la demande des riverains sur les voiries existantes, est soumise à autorisation délivrée par la Communauté urbaine, fixant les conditions de réalisation.

Les travaux sont à la charge des pétitionnaires.

Le conseil de Communauté, en date du 31 octobre 1996, a fixé les principes du règlement de ces travaux par le pétitionnaire à la Communauté urbaine de la manière suivante :

- l'application d'une tarification à caractère forfaitaire, quelle que soit la largeur du trottoir, mais en fonction de la longueur de l'entrée charretière et du type de matériaux (béton asphalté ou enrobé),
- la tarification au coût réel pour les cas particuliers d'accès à une station-service, à des locaux industriels ou commerciaux supportant une circulation de poids lourds,
- la tarification établie sur la base du coût hors taxes des travaux, la dépense correspondante étant éligible au fonds de compensation de la TVA.

Ces dispositions sont intégrées au règlement de voirie-fascicule 4.

La dernière tarification a été fixée par décision du Bureau en date du 30 janvier 2006.

Il convient aujourd'hui de fixer ces tarifs pour l'année 2007 et d'en prévoir les modalités d'évolution :

a) - tarification de la construction des entrées charretières comme ci-après, à compter du 1er janvier 2007 :

- entrée charretière en enrobé :

- . pour une largeur de cinq mètres 1 070 €,
- . par mètre supplémentaire 210 €.

- entrée charretière en béton et asphalte :

- . pour une largeur de cinq mètres 1 430 €,
- . par mètre supplémentaire 310 €.

- stations services, locaux industriels ou commerciaux supportant une circulation de poids lourds :

- . coût réel des travaux établi sur la base d'un devis au jour de la demande.

b) - révision de la tarification de la construction des entrées charretières chaque année, à la date du 1er janvier, par application des index de révision des marchés de travaux de la Communauté urbaine-direction de la voirie.

La tarification des droits de voirie et redevances d'occupation du domaine public

Les droits de voirie et les redevances d'occupation du domaine public communautaire sont mis en recouvrement suivant un tarif dont le principe a été institué par délibération du 17 avril 1970 approuvée par monsieur le préfet du Rhône le 5 mai 1970 et modifiée par la délibération du 25 novembre 1999.

Ce tarif, est modifié tous les ans. C'est pourquoi, il est proposé qu'à compter du 1er janvier 2007, la présente délibération annule toutes les dispositions antérieures. Ces redevances d'occupation du domaine public s'entendent nettes de taxe.

Le droit fixe perçu pour la délivrance d'une permission de voirie, d'un arrêté d'alignement ou de nivellement pourrait être porté à 36 €.

La tarification des droits de passage pour les opérateurs de télécommunications

Par une délibération en date du 21 décembre 2001 (délibération n° 2001-0352), la Communauté urbaine a révisé et fixé en euros l'ensemble des tarifs des droits de passage aux opérateurs de télécommunications pour les domaines publics routier et non routier ainsi que pour le réseau du métro.

Par la délibération du 9 juillet 2002 (délibération n° 2002-0652), la Communauté urbaine a approuvé la convention d'occupation pour l'installation temporaire d'équipements radiotéléphoniques sur des ouvrages communautaires.

Enfin, par décision du bureau du 4 octobre 2004 (décision n° B-2004-2580), il a été approuvé un nouveau barème des droits de passage sur le domaine public routier pour les opérateurs de télécommunications.

Désormais, le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 fixe les montants des redevances du domaine public routier et du domaine public non routier pour les opérateurs Télécom à partir du 1er janvier 2006.

L'article R20-51 du décret précise que le montant des redevances tient compte de la durée de l'occupation et que le gestionnaire peut fixer un montant inférieur pour les fourreaux non occupés.

L'article R20-52 précise que les montants indiqués dans le décret sont des valeurs maximales.

Le montant plafond est de 30 € le kilomètre pour le domaine public routier, le montant plafond est de 1 000 € le kilomètre pour le domaine public non routier, les surfaces ne donnent pas lieu à redevance.

L'article R20-53 précise les conditions de révision.

Il est proposé l'application des montants plafonds soit :

- 30 € le kilomètre pour le domaine public routier,
- 1 000 € le kilomètre pour le domaine public non routier.

En vertu de l'article R20-53 du décret précité, les montants seront révisés au 1er janvier de chaque année par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'installation de stations radioélectriques sur le domaine public routier, les tarifs font l'objet de révisions contractuelles dont les modalités sont confirmées avec les opérateurs téléphoniques.

Enfin, en ce qui concerne les tarifs applicables aux opérateurs de télécommunications dans le réseau du métro, les conventions signées prévoient des révisions contractuelles. Un des indices de la formule ayant disparu, la nouvelle formule proposée pour la révision des tarifs est la suivante :

$$P = P_0 \left(0.2 + 0.5 \frac{S}{S_0} + 0.3 \frac{FSD2}{FSD2_0} \right)$$

Il est proposé d'autoriser la signature des avenants et documents correspondant à toutes les conventions en vigueur pour prendre en compte la modification de la formule de révision ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Approuve le nouveau tarif pour les interventions de sablage et de déneigement des voies privées à compter du 1er janvier 2007 à 1,99 € pour 100 mètres carrés.

2° - Approuve les nouveaux tarifs et redevances d'occupation du domaine fluvial à compter du 1er janvier 2007 :

a) occupation de l'eau :

Type de redevance	Par jour	Par an
R1	1,71 € pour 100 mètres carrés	618 € pour 100 mètres carrés
R2	30 % de R1	30 % de R1
R3	0,50 % du chiffre d'affaires annuel	

b) occupation des terre-pleins :

- taux de base par jour pour 100 mètres carrés : 5,23 €,
- redevance annuelle par mètre carré : 18,14 €,

c) droit fixe lié à la délivrance de toute permission d'occupation dans la concession : 25,42 € (pour l'ouverture d'un dossier),

d) redevance minimum pour notifier les droits de la communauté urbaine de Lyon : 62,77 €,

e) les redevances annuelles des terrasses :

terrasses hautes :

- . jusqu'à 40 mètres carrés : 76,93 € le mètre carré,
- . au-delà de 40 mètres carrés : 110,56 € le mètre carré ;

terrasses basses :

- . jusqu'à 40 mètres carrés : 46,87 € le mètre carré,
- . au-delà de 40 mètres carrés : 65,73 € le mètre carré.

3°a - Décide l'application des tarifs des conventions Proxi-cités dès l'exercice 2006 :

- accès à Droit de Cité seul : 1 219,59 €,
- accès à Droit de Cité + Chorus : 1 829,39 €.

3°b - Autorise la signature des avenants et documents afférents à ces conditions.

4°a - Décide de fixer la tarification de l'installation de bornes de délimitation du stationnement comme ci-après, à compter du 1er janvier 2007 :

- fourniture et pose d'une borne : 1 030 €,
- fourniture et pose de deux bornes : 2 060 €.

4°b - Décide de réviser la tarification de l'installation de bornes de délimitation du stationnement chaque année, à la date du 1er janvier, par application des index de révision des marchés de fourniture de bordures, de bordurettes et de pavés en granit de la Communauté urbaine de Lyon - direction de la voirie.

5°a - Décide de fixer la tarification de la construction des entrées charretières comme ci-après, à compter du 1er janvier 2007 :

- entrée charretière en enrobé :

- . pour une largeur de cinq mètres : 1 070 €,
- . par mètre supplémentaire : 210 €,

- entrée charretière en béton et asphalte :

- . pour une largeur de cinq mètres : 1 430 €,
- . par mètre supplémentaire : 310 €,

- stations services, locaux industriels ou commerciaux supportant une circulation de poids lourds :

- . coût réel des travaux établi sur la base d'un devis au jour de la demande.

5°b - Décide de réviser la tarification de la construction des entrées charretières chaque année, à la date du 1er janvier, par application des index de révision des marchés de travaux de la Communauté urbaine-direction de la voirie.

6°a - Décide l'application, à partir du 1er janvier 2007, des dispositions tarifaires suivantes pour les permissions de voirie, arrêtés d'alignement, arrêtés de nivellement, selon le règlement ci-dessous :

Le droit fixe concernant la délivrance d'un arrêté d'alignement et de nivellement ne sera pas perçu lorsque cet arrêté fait suite à un permis de construire prévoyant la cession gratuite de terrain à la collectivité.

Ce droit fixe ne fera pas obstacle à la perception des droits de voirie pour les constructions en saillie et des redevances de première occupation pour les autres installations, prévus par la présente décision.

Il ne donnera lieu à aucun remboursement lors même que la permission délivrée ne sera pas suivie d'exécution.

Il sera perçu de nouveau dans tous les cas où la péremption de la permission délivrée rendrait nécessaire son renouvellement.

TITRE I - DROITS DE VOIRIE

Dispositions applicables aux constructions en saillie

Article 1er - droits de première occupation

Les droits de voirie sont appliqués aux objets constituant des saillies immobilières autorisées par des permissions de voirie relatives à des travaux effectués sur des immeubles situés en bordure de la voie publique.

Ils sont exigibles de nouveau lorsque les objets qu'ils frappent sont remplacés, reconstruits ou modifiés lors même qu'il serait procédé, au cours de la même année, à plusieurs constructions, modifications ou remplacements successifs.

Article 2 - droits annuels

La taxation au titre des droits de voirie d'un objet en saillie sur le domaine public, lors de sa construction ou de sa réparation, n'exempte pas le cas échéant, au titre des années suivantes et pour le même objet, de la perception d'une redevance pour occupation du sol ou du sous-sol de la voie publique.

Les redevances annuelles correspondant aux saillies immobilières sont, à compter du 1er janvier qui suit l'achèvement des travaux, taxées au nom des propriétaires, adressées le cas échéant à leur mandataire.

Pour les immeubles en copropriété, la taxation est faite globalement au nom de la copropriété, *via* son syndic, à charge pour lui d'en assurer la répartition auprès des redevables.

TITRE II - REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Dispositions applicables aux occupations principales

Article 1er - droits de première occupation

Les redevances de première occupation sont appliquées aux objets et ouvrages occupant le sol ou le sous-sol du domaine public à l'occasion de leur mise en place.

Elles sont exigibles de nouveau lorsque les occupations qu'elles frappent sont remplacées, reconstruites ou modifiées lors même qu'il serait procédé, au cours de la même année, à plusieurs constructions, modifications ou remplacements successifs.

Article 2 - redevances annuelles

Les redevances annuelles sont dues pour l'année civile, sauf stipulations contraires prévues dans chaque cas dans l'arrêté d'autorisation.

Leur perception ne fait pas obstacle à celle des redevances de première occupation qui pourraient devenir exigibles en cours d'année, conformément à l'article 1 du présent chapitre.

TITRE III - EXONERATION

Toute permission d'occupation du domaine public délivrée pour une installation justifiée, par l'intérêt public ou par un service public gratuit pour tous, ne relève pas du tarif prévu dans la présente décision.

De même, elle est exonérée de la perception du droit fixe ; celui-ci étant lié à la redevance.

TITRE IV – TARIFS ET DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 - tarif

Numéros de droit	Désignation des ouvrages et des occupations	Redevance unique ou de première installation (en €)	Redevance périodique an/mois/jour (en €)
1	droit fixe pour la délivrance d'un arrêté d'alignement, de nivellement, de permission de voirie	36,00	
2	travaux sur la voirie, ouverture de tranchée, redevance de principe	25,96	
3	protection de façade commerciale, le mètre linéaire par an	16,96	16,96
	occupation à caractère immobilier		
4	éléments de façade, le mètre linéaire, droit unique	69,77	
5	tirants d'ancrage seul, l'unité par an	135,83	
6	berlinoises, le mètre linéaire par an	27,22	
7	berlinoises avec tirants d'ancrage, le mètre linéaire par an	67,91	
8	puits pour fondation, l'unité par an	75,48	19,03
9	fondations débordantes le mètre carré par an	81,53	20,50
	occupation des voies		
10	emprises diverses, le mètre carré par jour ou l'unité par jour	4,53	4,53
11	palissade ancrée, le mètre linéaire, période inférieure ou égale à un an	53,10	53,10
12	terrasse fermée avec ancrage, le mètre carré par an	159,69	111,78
13	ponts ou passerelles avec emprise au sol : le mètre carré par an jusqu'à 50 mètres carrés	93,46	65,73

	le mètre carré par an au-delà de 50 mètres carrés	39,16	27,23
14	distributeurs de carburant de type borne : débit simple, l'unité par an débit multiple, l'unité par an	340,38 636,71	297,69 446,10
15	occupation du domaine public délimitée par une emprise, le mètre carré par an	36,31	25,38
16	voies ferrées, le mètre linéaire par an	15,30	10,77
17	leviers d'aiguillage (appareils divers de manœuvre et de sécurité), le mètre carré par an	57,32	40,18
	occupation du sous-sol des voies		
18	galeries techniques, réservoirs, puits autres que pour fondations, le mètre carré par an	19,67	13,61
19	galeries de passage, salles de machines ou de dépôts, chambres d'accès, le mètre carré par an	76,30	53,46
20	regards, tabourets, chambres de visite, grilles d'aération, le mètre carré par an	66,22	46,22
21	fourreaux, câbles, le mètre linéaire par an	2,85	2,03
22	canalisations pour eau potable, industrielles, pluviales, ménagères, effluents de fosses d'aisance, le mètre linéaire par an	3,36	2,34
23	autres canalisations, le mètre linéaire par an	11,76	8,23
24	canalisations de produits dangereux, le mètre linéaire par an	24,37	16,98
25	canalisations d'intérêt général (produits dangereux)	2,31	1,62

Article 2 - dispositions particulières à certaines redevances

- tirants d'ancrage et berlinoises avec tirants d'ancrage

Seul le premier niveau sera taxé.

- voies ferrées et leviers d'aiguillage

Dans les parties en aiguilles, les voies sont comptées depuis leur point de départ, sur les plaques tournantes, elles sont comptées dans les deux sens.

Pour les appareils fixes, la surface taxée est celle de l'appareil lui-même.

Pour les appareils mobiles, la surface taxée est celle couverte par l'appareil en mouvement avec un minimum de deux mètres carrés.

- galeries techniques

Seules les galeries techniques d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre entrent dans cette catégorie.

- galeries de passage

Concernent les passages souterrains et toute construction en sous-sol d'une hauteur égale ou supérieure à 1,80 mètre.

- regards tabourets

Les redevances ne sont pas applicables aux tabourets des canalisations se déversant directement à l'égout public.

Les soupiraux d'aération des caves ne sont pas taxés.

- fourreaux câbles et canalisations

Pour déterminer le point de départ d'une canalisation, il est admis que celui-ci se situe à l'établissement du permissionnaire.

Si la canalisation relie plusieurs établissements appartenant au même permissionnaire, celui renfermant le matériel d'aspiration ou de refoulement, ou en l'absence de ce matériel, celui d'où partira la liquidité évacuée, sera considéré comme point de départ.

Ces redevances ne sont pas applicables :

- aux installations des opérateurs de télécommunications réglementées par la loi du 26 juillet 1996,

- aux canalisations de gaz et d'électricité des concessionnaires de distribution régies par des cahiers des charges spéciaux et à celles des autres permissionnaires dont les redevances sont régies par la loi du 15 juin 1906 ou les textes qui l'ont modifiée ou complétée.

- canalisations d'eaux

Ce tarif n'est pas applicable aux canalisations se déversant directement à l'égout public.

- canalisations d'intérêt général

Seules les canalisations de transport de produits dangereux dont l'intérêt général a été déclaré par décret sont concernées par ce tarif.

TITRE V - DISPOSITIONS COMMUNES AUX DROITS DE VOIRIE ET AUX REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Article 1 - redevance minimum

La redevance minimum pour affirmer les droits de la communauté urbaine de Lyon est fixée à 5 € par application du décret n° 2001-200 en date du 1er mars 2001.

Toute redevance inférieure à 5 € ne sera pas mise en recouvrement.

Article 2 - paiement des droits

Le paiement des droits de voirie et des redevances d'occupation du domaine public a lieu à la trésorerie principale de la Communauté urbaine.

Les droits de voirie sont payables d'avance et en une seule fois.

Les redevances annuelles ou périodiques sont exigibles dès la mise en recouvrement.

Article 3 - mode de calcul des droits et redevances

Pour l'application des droits et redevances, il est admis, sauf stipulations contraires, que :

- la première unité de mètre linéaire ou de mètre carré sera comptée pour un entier ; au-delà, toute fraction égale ou supérieure à 0,5 sera comptée pour un entier,
- la mensuration des objets taxés au mètre linéaire sera faite horizontalement,
- la surface des objets taxés au mètre carré sera calculée en prenant pour base les dimensions du rectangle circonscrit.

Article 4 - exigibilité

A défaut de stipulations contraires, les redevances annuelles sont dues à raison des ouvrages, installations ou objets existants au 1^{er} janvier de chaque année et par la personne qui est ou était, à cette date, titulaire de l'autorisation.

Les redevances périodiques sont dues par la personne titulaire de l'autorisation au premier jour de la période considérée.

Toute période commencée (jours, mois, an) est due.

Aucune redevance ne sera calculée *au prorata*.

Article 5 - redevable

Le redevable est le titulaire de la permission de voirie.

Les droits de voirie ou les redevances de première occupation taxés à l'occasion de travaux, installations ou transformations quelconques sont dus par le bénéficiaire desdits travaux.

Article 6 - mutation

Tout changement survenu dans la propriété, l'installation ou l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration écrite adressée à l'administration communautaire ; à défaut, les droits continuent à être dus par l'ancien permissionnaire.

Article 7 - renouvellement - renonciation

Les permissions donnant lieu à l'application d'une redevance du domaine public à caractère annuel ou périodique se renouvellent d'elles-mêmes par tacite reconduction, à moins d'une décision contraire de l'administration ou d'une renonciation écrite du permissionnaire.

Cette renonciation doit parvenir à l'administration au plus tard le 31 décembre de l'année en cours. Elle prendra effet au 1^{er} janvier de l'année qui suit, à la condition expresse que les objets ou installations auxquels elle s'applique soient réellement supprimés à cette date. A défaut de déclaration écrite ou de suppression effective, les redevances sont dues intégralement pour une nouvelle année civile par la personne titulaire de la permission.

Les prescriptions ci-dessus ne font pas obstacle au principe de la précarité des permissions accordées, non plus qu'au droit de l'administration communautaire de les retirer ou d'en suspendre temporairement l'exercice, à toutes époques, dans un intérêt public quelconque.

Toutefois, lorsque la suppression ou la suspension d'une permission par l'administration communautaire en cours d'année n'a pas pour motif l'attitude du titulaire, les redevances ne sont perçues par dérogation à la règle générale que proportionnellement à la durée réelle de validité ou d'utilisation de ladite permission, tout mois commencé étant compté pour mois entier.

Cette disposition purement bienveillante ne saurait toutefois porter atteinte à la règle générale fixée par l'article 4 du présent chapitre.

Article 8 - taxation par assimilation

Les occupations ou objets non compris dans le présent tarif et qui sont susceptibles par leur nature de donner lieu à perception de droits de voirie ou de redevances d'occupation du domaine public sont taxés par analogie des droits ou redevances prévus pour les occupations ou objets auxquels ils peuvent être assimilés.

7°a - Approuve les nouvelles dispositions tarifaires concernant les droits de passage pour les opérateurs de télécommunications et fixe le montant des redevances pour le domaine public routier et non routier à :

- 30 € du kilomètre pour le domaine public routier ;
- 1 000 € du kilomètre pour le domaine public non routier.

7°b - Décide que ces tarifs sont applicables aux redevances 2006 et seront révisés chaque année au 1er janvier par application de la moyenne des quatre valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.

7°c - Confirme les modalités de révisions contractuelles pour l'installation de stations radioélectriques.

7°d - Substitue la formule de révision pour les tarifs applicables aux opérateurs de télécommunications dans le réseau du métro par la formule suivante :

$$P = P_0 \left(0.2 + 0.5 \frac{S}{S_0} + 0.3 \frac{FSD2}{FSD2_0} \right)$$

7°e°- Autorise la signature d'avenants et documents pour les conventions relatives au réseau du métro en vigueur.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,